

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CCI NORD-ISERE

104 avenue du Port
ZI Portuaire
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2025-Is036TN2

Code AIOT : 0006103182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CCI NORD-ISERE implanté 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte d'une mise en demeure adressée à l'issue de la visite d'inspection du 3 juillet 2024 et visait à contrôler les suites données à cette mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCI NORD-ISERE
- 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Chambre de Commerce et de l'Industrie Nord Isère exploite plusieurs installations industrielles au sein du port de Salaise-sur-Sanne qui intègre également une installation exploitée par Engrais Sud Vienne, installation "Seveso Seuil Haut".

Il est possible de distinguer trois zones exploitées sous la responsabilité de la CCI dans le périmètre du port de Salaise-sur-Sanne :

- La zone Nord (AIOT n°0006103182), dédiée à une activité de stockage de charbon et d'autres activités d'entreposage régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 ;
- Le silo du port (AIOT n°1000400046) encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 novembre 1986 ;
- La zone Sud, qui n'est actuellement régi par aucun acte administratif au titre des ICPE.

La visite d'inspection relatée dans le présent rapport vise la zone Nord de l'installation, visée par le numéro d'AIOT n°0006103182 et dont le tableau des activités défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 a été mis à jour par l'arrêté du 5 mars 2015. L'exploitant a également déclaré une activité de stockage de bois dans un volume limite de 19 800 m³ sous la rubrique ICPE n°1532-2-b le 2 juin 2023.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le port se trouvait dans une situation particulière. Le terrain du port est concédé par l'état à la CNR ; cette concession a été prolongée à plusieurs reprises et s'achèvera à la fin du premier semestre 2025. De même, la sous-concession passée entre la CNR et la CCI s'achèvera et c'est un nouveau groupement incluant la CCI Nord Isère qui sera le nouvel exploitant de l'installation.

L'exploitant fait actuellement l'objet d'une mise en demeure, qui lui a été adressée à l'issue de la visite d'inspection du 3 juillet 2024, visant la zone Nord de l'installation. L'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 prescrit le respect de plusieurs articles de l'arrêté du 16 novembre 2010 :

- Article 4.2.2 relatif au plan des réseaux
- Article 4.2.4.1 relatif à l'isolement des réseaux
- Article 4.3.4 relatif à l'entretien et à la conduite des installations de traitement
- Article 7.2.1.1 relatif au gardiennage et au contrôle des accès
- Article 7.2.5 relatif à la gestion du stock de charbon et à sa surveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/03/2015, article 1 annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Gestion des effluents	APMD du 10 septembre 2024 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Gestion des effluents	APMD du 10 septembre 2024 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.4.1	Une demande de mise en conformité et deux demandes d'action corrective	2 mois et 6 mois
6	Accès au site	APMD du 10 septembre 2024 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.1.1	Demande de mise en conformité	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des installations de traitement des effluents	APMD du 10 septembre 2024 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.3.4	Sans objet
5	Suivi des températures	APMD du 10 septembre 2024 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées sur plusieurs des thématiques inspectées. La situation administrative de l'installation doit encore être clarifiée à partir de l'élaboration d'un porter à connaissance et il apparaît qu'il existe un point de rejet non identifié dans l'arrêté d'autorisation de l'installation qui doit également être rendu isolable. En ce qui concerne la maîtrise des conditions d'accès à l'installation, la situation n'est toujours pas conforme bien que l'exploitant ait mené quelques actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2015, article 1 annexe 1			
Thème(s) : Situation administrative, Suites			
Prescription contrôlée :			
<u>Article 1 :</u>			
La Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère, dont le siège social est situé 2 place Saint Pierre CS 50209 38217 Vienne cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités reprises dans le tableau ci-annexé sur son site implanté 104 avenue du port à SALAISE SUR SANNE.			
<u>Annexe 1 :</u> Tableau des activités-Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère sur Salaise-sur-Sanne			
Rubriques	Nature des activités	Volume des activités	Classement
1520-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale	50 000 tonnes	A

	<p>susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p>		
2515-1-b	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>1. Installations de broyage, criblage, pulvérisation, concassage, ensachage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2, la puissance installée des installations, étant :</p> <p>b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW</p>	300 kW	E
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons,</p>	7000 m ³	A

	plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m3		
--	--	--	--

Constats :

A la suite de la visite d'inspection du 3 juillet 2024, les demandes d'actions corrective suivantes avaient été adressées à l'exploitant :

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera à l'inspection, **dans un délai d'un mois**, les situations administratives des sites proposées ci-dessous.

Sous le n° d'AIOT 1000400046, (point n°6 sur le plan) l'activité suivante est exercée :

N° rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
2160.2.a	Silos autres que plats autorisés	17647 m ³	A

Sous le n° d'AIOT 0006103182, (points n°2, 3, 4 et 5 sur le plan) les activités suivantes sont exercées :

N° rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
4801.1	Silos autres que plats autorisés Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale	50 000 tonnes	A

	à 500 t		
2515.1.a	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant:</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	300 kW	E
2714.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de	7000 m ³	E

	déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³		
1532.2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant: b. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	19 800 m ³	D

Enfin, l'exploitant transmettra **dans un délai d'un mois** un tableau relatant les activités exercées dans la partie sud du site, incluant a minima le stockage de bois, de produits minéraux pulvérulent, de produits minéraux non pulvérulent, de transit de déchets de plastiques et cartons.

Compte tenu du volume de déchets plastiques stockés (dans la partie Sud du port) et du dépassement du seuil de 100 m³ associé à la rubrique 2714, l'exploitant devra **dans un délai d'un mois** déclarer cette activité ou maintenir le stock de déchets visés par cette rubrique (les plastiques et les

cartons sont visés) sous le seuil de 100 m³. L'inspection signale également qu'en cas de poursuite de cette activité, les prescriptions ministérielles applicables aux installations nouvelles seront appliquées, notamment en matière de lutte contre les incendies alors qu'aujourd'hui ces dernières ne sont pas respectées (notamment l'absence de système de détection d'incendie pour le stockage de déchets plastiques).

L'exploitant a adressé un premier état de la situation administrative de l'installation le 23 août 2024. L'inspection y a réagi le 27 août en soulevant des interrogations et l'exploitant lui a adressé une nouvelle proposition le 14 octobre 2024 dans laquelle :

- L'exploitant a confirmé que le n° d'AIOT 1000400046 correspond seulement à l'activité de silo de céréales, telle que présentée dans le constat du rapport de l'inspection ;
- Concernant l'installation visée par le numéro n° d'AIOT 0006103182, correspondant à la partie Nord du Port, l'exploitant a confirmé le tableau des activités présenté dans le rapport de l'inspection du 23 juillet 2024 ;
- L'exploitant désigne également dans sa proposition la partie Sud du port, à laquelle sont associées des activités de stockage non classées de minéraux pulvérulents (rubrique 2517), non pulvérulents (rubrique 2516). La proposition indique également deux activités pour lesquelles des déclarations sont à réaliser, le stockage de grumes de bois (rubrique 1532 dans un volume de 3000 m³) et le stockage de balles de déchets (rubrique 2714-1 pour un volume de 800 m³).

L'inspection a constaté que les balles de déchets de plastiques qui étaient stockées dans la partie Sud du site ont été évacuées, la question d'une déclaration relative à cette activité n'est donc plus d'actualité et l'exploitant a présenté un document retraçant les mouvements de ces déchets qui ont été évacués en décembre 2024. L'exploitant stocke désormais du coke en lieu et place, à destination de fabricants d'anodes. La quantité stockée s'élevait jusqu'à 305 tonnes au mois de mars. Cette activité relève de la rubrique 4801 intitulée « *Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.* » dont le seuil de la déclaration est fixé à 50 tonne et celui de l'autorisation à 500 tonnes.

L'inspection a contrôlé l'état des activités exercées par la CCI dans le périmètre de l'ensemble du port, les limites autorisées des activités connues de l'administration sont respectées,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a apporté des réponses aux demandes d'action corrective de l'inspection.

Les situations administratives des AIOT sont clarifiées.

L'activité de stockage de plaquettes forestière exercée dans la partie Nord du port classée sous la rubrique n°1532 et télédéclarée en juin 2023 doit faire l'objet d'un porter à connaissance dans un délai de **2 mois** auprès du préfet. Cette activité constitue une modification des conditions d'exploitation et doit être traitée comme une modification de l'autorisation environnementale de l'installation autorisée. Les éléments du porter à connaissance devront en particulier :

- présenter la modification en fournissant des éléments d'informations sur le caractère substantiel ou notable de la modification au sens du Code de l'environnement,
- présenter l'activité (zone d'entreposage, les mouvements, le type de bois stocké etc...)

- préciser le volume susceptible d'être présent sur l'installation,
- confirmer le classement ICPE de l'activité sous la rubrique 1532,
- présenter les éventuelles demandes d'aménagement de prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 si le classement de l'activité sous la rubrique 1532 est confirmé, ou de tout autre arrêté ministériel applicable,
- fournir les éléments permettant à l'inspection de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2016 ,
- fournir des éléments d'informations sur la modification des impacts du site lié à l'ajout de cette activité (notamment gestion des eaux pluviales).

L'exploitant réalisera des procédures de télédéclarations pour les activités exercées dans la partie Sud de l'installation, en veillant à utiliser un numéro d'AIOT propre à cette partie de l'installation, distinct des numéros d'AIOT de la partie Nord et du Silo. Il effectuera notamment une télédéclaration pour l'activité de stockage de rondins/grumes de bois, pour l'activité de stockage de déchets de cartons et pour l'activité de stockage de coke dès lors qu'elles dépassent ou sont susceptibles de dépasser les seuils du régime de la déclaration associées aux rubriques ICPE n°1532, 2714 et 4801.

A titre de remarque : dans le cas où l'exploitant souhaiterait entreposer de nouveaux flux de matières, il devra le porter préalablement à la connaissance du préfet qui examinera l'acceptabilité de la modification envisagée. La suite accordée au porter à connaissance pourra prendre plusieurs formes, allant du simple donner acte jusqu'à l'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 10/09/2024, article 1
Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux non daté. Il porte sur l'ensemble du périmètre du Port (Nord, silo et Sud, périmètre d'Engrais Sud Vienne inclus), il est le résultat du recollement de différents plans et représente plusieurs réseaux (Électricité, réseaux de collecte et d'alimentation, Télécom). Il a été réalisé au cours de l'année 2024 avant d'être corrigé début 2025 (une version intermédiaire avait été transmise à l'inspection le 9 janvier 2025).

Concernant la représentation de la collecte des effluents aqueux, on distingue plusieurs réseaux de collecte.

- Un premier réseau de collecte limité à la zone d'entreposage du charbon sur la partie Nord est représenté ; il sert à la collecte des eaux pluviales de la zone, ainsi qu'à la collecte des eaux d'arrosage des tas de charbon. Il entre dans le périmètre de l'AIOT n°0006103182 et il est connecté au point de rejet n°2 identifié à l'article 4.3.5 de l'arrêté d'autorisation de cette AIOT. Ce réseau est représenté comme un réseau de collecte des eaux pluviales sur le plan de l'exploitant, les effluents associées au point de rejet n° 2 sont présentées comme des eaux pluviales par l'arrêté d'autorisation. Pour l'inspection, ce réseau est d'un réseau de collecte d'effluents industriels puisqu'il vise à collecter les eaux d'arrosage des tas de charbons et un traitement spécifique est mis en place pour traiter spécifiquement cet effluent (bassin de décantation). Le plan doit requalifier ce réseau comme un réseau de collecte d'effluents industriels et non pas d'eaux pluviales.

- Un second réseau de collecte représenté dans le reste de la zone d'entreposage de la zone Nord est illustré. Il s'agit d'un réseau de collecte des eaux pluviales d'après le plan, comprenant la zone d'entreposage des pneumatiques, des plaquettes de bois, la zone des bureaux et il sert également à la collecte d'une partie des eaux de toitures du silo. Il récupère les eaux pluviales de deux AIOT du port, de la partie Nord (n°0006103182) et du silo (n° 1000400046). Ce réseau est relié à un point de rejet vers le Rhône, équipé d'un séparateur hydrocarbure, qui n'est pas identifié dans l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010.

- Un dernier réseau de collecte des eaux pluviales est représenté sur la partie Sud du site (il n'entre pas dans le périmètre d'une AIOT) et on aperçoit également le réseau d'eaux pluviales du site d'ESV sur le plan.

On retrouve les ouvrages particuliers sur le plan (séparateurs hydrocarbures, regards, bassin de décantation) mais du fait que le plan est un recollement de plans, les informations intégrées sont plus ou moins denses (sur la partie Nord le plan précise les dimensions des canalisations). L'exhaustivité des informations relatives à la partie Nord paraît satisfaisante.

Les réseaux d'alimentation en eau potable sont représentés.

L'arrêté d'autorisation mentionne une autorisation de prélèvement d'eau souterraine mais le plan des réseaux présenté n'identifie pas de forage et la légende du plan se limite aux réseaux et devrait donc être complété (les regards ne sont pas représentés sur la légende exemple).

La mise en demeure de respecter l'article 4.2.2 de l'arrêté du 16 novembre 2010 n'est donc pas respectée vu les écarts constatés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point de la mise en demeure relative au respect de l'article 4.2.2. n'est pas respectée vu les écarts constatés. En effet, le plan n'est pas daté, la légende est incomplète, un réseau d'eaux pluviales doit être requalifié comme réseau d'effluents industriels et le prélèvement d'eaux souterraines n'est pas mentionné sur le plan. **Dans un délai de deux mois**, l'exploitant se mettra en conformité avec cette prescription et il transmettra à l'inspection un plan des réseaux satisfaisant les exigences de l'article 4.2.2. de l'arrêté d'autorisation de l'installation.

L'inspection note que l'arrêté d'autorisation du site devrait être modifié pour présenter le point de rejet du réseau de collecte associé au silo et aux activités d'entreposage. L'inspection note aussi que les effluents rejetés au point de rejet n°2 devraient être requalifiés dans l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 10/09/2024, article 1
Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des effluents

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

A l'issue de la visite d'inspection du 3 juillet 2024, l'exploitant avait été mis en demeure de respecter l'article 4.2.4.1 de son arrêté d'autorisation.

Le réseau de collecte des effluents de la zone d'entreposage de charbon donne sur un bassin de décantation qui peut être isolé à l'aide d'une vanne actionnable à l'aval du bassin. Le 14 octobre 2024, l'exploitant avait transmis à l'inspection une procédure globale dénommée « MODALITES D'INTERVENTION ET D'ENTRETIEN SECURITE POUR LE PERSONNEL / CHARBON » qui intègre des éléments sur l'isolement de la zone charbon en cas d'incendie ou de déversement de produits dangereux. Dans les deux cas de figure, il est indiqué que la zone charbon doit être isolée « en allant fermer la vanne guillotine équipant le bassin de décantation ». Des photos étaient également jointes pour montrer le bon fonctionnement de la vanne et le jour de l'inspection la clef de la vanne était disposée à proximité de son emplacement d'utilisation, en aval du bassin de

décantation.

Concernant le point de rejet situé à proximité du silo et associé au second réseau de collecte d'eaux pluviales mentionné au constat n°2, l'exploitant avait indiqué à l'inspection dans son retour du 14 octobre 2024 : « *L'autre réseau d'eaux pluviales équipé d'un séparateur d'hydrocarbures (située à côté du silo à céréales) traite les eaux pluviales de circulation situées en dehors de la zone charbon ; cette zone n'est ainsi pas concernée par l'AP du 16 Novembre 2010* ». Ce point de rejet est bien soumis à l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010 encadrant la partie Nord du port, comme constaté sur le plan des réseaux et sur le terrain. Il sert au rejet d'eaux collectées dans le périmètre de l'AIOT n°0006103182 bien qu'il serve en partie à la collecte d'eaux de toitures du silo du port (AIOT n° 1000400046). Le point de rejet n'est pas identifié comme tel par l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010, il devrait y figurer, tout comme les modalités de sa surveillance et les valeurs limites d'émissions applicables.

L'exploitant a confirmé à l'inspection que ce point de rejet ne pouvait actuellement pas être isolé. En cas d'incendie ou de pollution accidentelle sur la zone d'entreposage des pneumatiques, des plaquettes de bois, de la zone des bureaux, les effluents seraient donc rejetés au Rhône.

La mise en demeure relative à ce point n'est donc pas respectée compte tenu du fait qu'un des réseaux de l'installation n'est pas isolable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point de la mise en demeure sur le respect de l'article 4.2.4.1 n'est pas respecté, l'exploitant doit réaliser le nécessaire afin que le second réseau de l'installation puisse être isolé, **il devra satisfaire cette prescription dans un délai de 6 mois.**

Le second point de rejet se situe dans le périmètre de l'AIOT n°0006103182 et doit être encadré tel quel. Il devra figurer dans l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010, qui devrait également préciser ses caractéristiques et modalités de surveillance. **Dans un délai de deux mois**, l'exploitant devra se positionner sur l'applicabilité des valeurs limites d'émissions applicables à ce point de rejet, il transmettra à cette fin les éléments suivants à l'inspection :

- la nature des effluents rejetés au second point de rejet (eaux pluviales, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, effluents industriels) et leurs caractéristiques (paramètres, concentration et flux maximaux rejetés) ;
- son positionnement vis-à-vis de l'applicabilité des valeurs limites d'émissions relatives aux effluents aqueux, à son second point de rejet, présentés dans son arrêté préfectoral d'autorisation, dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans tout autre arrêté ministériel sectoriel pertinent (comme l'arrêté du 6 juin 2018 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714).

De plus, le document de consignes présenté « MODALITES D'INTERVENTION ET D'ENTRETIEN SECURITE POUR LE PERSONNEL / CHARBON » doit être complété, l'exploitant y fera figurer un plan indiquant le lieu d'utilisation de la vanne et l'emplacement de la vanne servant à l'isolement du premier réseau de collecte **dans un délai de deux mois.**

La vanne devra également être indiquée sur le plan des réseaux qui sera mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demandes d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois et 6 mois

N° 4 : Entretien des installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 10/09/2024, article 1 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien débourbeur
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 : <i>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est régulièrement vidangé et fait l'objet au minimum d'un entretien annuel.</i>
Constats : L'inspection a constaté au cours de sa visite du site que depuis sa dernière visite en juillet 2024, le portail clôturant le bassin de décantation avait été réparé, que les filtres qui traînaient autour du bassin avaient été évacués et que la plage qui s'était formée dans la partie avale du bassin n'apparaissait plus. Les eaux du bassin de décantation situées à l'amont des filtres présentaient un aspect sombre. Le bassin a été entretenu, l'exploitant a présenté un bon commande de cette opération mentionnant une livraison le 16 octobre 2024 et adressé à une entreprise spécialisée. Le charbon récupéré dans le bassin de décantation a été remis sur les tas de la zone d'entreposage. L'exploitant a présenté une facture du 23 septembre 2024 attestant de l'achat de filtres d'abeilles équipant le bassin de décantation. Les déchets provenant de l'entretien des séparateurs hydrocarbures du site ont été tracés à partir de l'application Trackdéchets, l'exploitant a transmis le bordereau BSD-20241002-PH5H 1VPDD, qui mentionne un bordereau de tournée 20241002-4E5BXF9VD. L'inspection s'est procuré ce bordereau de tournée auprès du collecteur et il apparaît que cette tournée ne s'est limité qu'à la CCI. Le lot de déchets (terres souillées d'hydrocarbures) a été expédié vers une installation de traitement de déchets appropriée, spécialisée dans la gestion des terres polluées. Le registre de suivi n'a pas été examiné. L'exploitant respecte l'article 4.3.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation, la mise en demeure est donc respectée pour ce point.
Type de suites proposées : sans suites

N° 5 : Suivi des température

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 10/09/2024, article 1 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des température
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 : <i>L'exploitant veillera à gérer les stocks de charbon de manière à minimiser les phénomènes dangereux d'auto-échauffement et éviter les auto-combustions. A cet effet, il assurera une rotation correcte des charbons en expédiant les produits les plus anciens et veillera, lors des chargements, à apprécier la température du stock.</i> <i>La rotation des charbons ainsi que la surveillance de la température du stock de charbon (visuelle et mesures périodiques) seront consignées dans un registre laissé à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifiera dans ce document, selon la nature du charbon stocké, la température de stockage ainsi que le temps de rotation admissibles. Dans le cas où les produits seraient destinés à rester plusieurs mois en stock, un compactage des tas sera réalisé afin de retarder les montées en température du charbon. Ces opérations seront également consignées dans le registre précédent. Les eaux issues du décanteur pourront en tant que de besoin servir à l'arrosage des tas.</i> <i>L'ensemble de ces dispositions sera établi en étroite relation avec la société important et transformant les charbons. L'éclairage et le chauffage par des appareils à feu nu ou à flamme seront interdits.</i>
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la procédure de suivi des températures en juillet 2024, cette dernière précise des actions à entreprendre lorsque les températures seuils de 60 °C et de 80°C sont dépassées (renforcement de la surveillance, reprise des tas et arrosage du charbon avec un traitement à part pour toute partie éventuellement en combustion). Le résultat de ce suivi, remis en œuvre depuis la visite d'inspection de juillet 2024, a été présenté à l'inspection. La température est montée jusqu'à 38° dans un des tas de charbons suivis et ce suivi porte sur chacun des 3 tas de charbon dont la température est relevée quotidiennement. L'exploitant respecte l'article 4.2.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, la mise en demeure est donc respectée pour ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 10/09/2024, article 1 Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.1.1
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 : <i>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.</i>

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Constats :

L'accès au Port et à l'ensemble des installations de l'exploitant se fait via un portail donnant sur l'avenue du Port. Une clôture fait partiellement le tour du port et mis à part l'installation d'Engrais Sud Vienne, les différentes AIOT exploitées par la CCI dans le Port ne sont pas clôturées. L'accès à l'AIOT n°0006103182 se fait donc par l'accès principal du port et l'exploitant a choisi de contrôler l'accès à l'ensemble de ses installations dans le port.

L'exploitant a présenté à l'inspection **un devis en date du 10 février 2025**, relatif au coût de l'installation d'une barrière levante à l'entrée du port. Il s'élève à 28 833,83€.

Le portail d'accès du port réservé au véhicule est fermé en période non ouvrée, l'inspection a pu en constater le fonctionnement en quittant l'installation. En revanche, le portail d'accès piéton donnant sur l'avenue du Port ne se ferme pas. L'inspection a également constaté que la zone Sud du port n'est pas clôturé.

N'importe quel piéton peut entrer dans le périmètre du port, en période ouvrée et non ouvrée, par le sud du port et par le portail piéton donnant sur l'avenue du Port. En période ouvrée, aucun obstacle ne peut empêcher un véhicule d'entrer par le portail d'accès et de circuler dans l'installation.

L'exploitant a mis en place une vidéo-surveillance du portail d'accès de l'installation dont l'inspection a constaté le fonctionnement. Un registre est tenu à l'accueil, il est renseigné par toute personne entrant sur le site en période ouvrée et permet à l'exploitant d'avoir connaissance des personnes s'étant présentées à l'accueil du site.

La mise en place de la vidéo-surveillance et du registre améliore la connaissance des personnes présentes sur le site mais compte tenu du fait que l'exploitant ne maîtrise pas les accès de son site, la connaissance des personnes présentes sur le site reste partielle.

Par conséquent, la mise en demeure n'est pas respectée, que ce soit sur la maîtrise des accès de l'installation ou sur la connaissance des personnes présentes dans l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point de la mise en demeure sur le respect de l'article 7.2.1.1, relatif à la maîtrise des accès de l'installation n'est pas respecté, l'exploitant devra se mettre en conformité avec cette prescription dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois